

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Totalitarisme-inverse>

Totalitarisme inversé

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : dimanche 14 juin 2020

Description :

« Totalitarisme inversé ». Comment le régime Bush a mené la transformation des Etats-Unis d'Amérique vers un État fasciste... Sheldon Wolin

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

« Totalitarisme inversé ». Comment le régime Bush a mené la transformation des Etats-Unis d'Amérique vers un État fasciste, est un article écrit en 2003 et dont aujourd'hui nous pouvons apprécier sa pertinence.

La guerre contre l'Irak a monopolisé l'attention du public au point de masquer le changement de régime en cours dans le pays. Nous avons peut-être envahi l'Irak pour instaurer la démocratie et faire tomber un régime totalitaire, mais au cours du processus, notre propre système s'est peut-être rapproché de ce dernier et davantage affaibli le premier. Le changement a été suggéré par la popularité soudaine de deux termes politiques rarement appliqués auparavant au système politique étasunien. « Empire » et « superpuissance » suggèrent tous deux qu'un nouveau système de pouvoir, concentré et expansif, a vu le jour et a remplacé les anciens termes. « Empire » et « superpuissance » symbolisent avec précision la projection de la puissance des Etats-Unis d'Amérique vers l'étranger, mais pour cette raison, ils masquent les conséquences internes. Considérez à quel point cela semblerait étrange si nous parlions de « Constitution de l'*American Empire* » ou de la « démocratie de superpuissance ». La raison pour laquelle cela sonne faux, c'est que la « constitution » signifie des limites au pouvoir, tandis que la « démocratie » se réfère généralement à la participation active des citoyens à leur gouvernement et à la réactivité du gouvernement à ses citoyens. De leur côté, « empire » et « superpuissance » représentent le dépassement des limites et l'écrasement de la citoyenneté.

Le pouvoir croissant de l'État et le pouvoir déclinant des institutions destinées à le contrôler sont en route depuis un certain temps. Le système des partis est un exemple notoire. Les Républicains sont apparus comme un phénomène unique dans l'histoire des Etats-Unis d'un fervent parti doctrinal, zélé, impitoyable, antidémocratique et jouissant d'une quasi-majorité. Alors que les Républicains sont devenus plus intolérants sur le plan idéologique, les Démocrates ont ignoré l'étiquette libérale et leurs électeurs axés sur l'esprit de réforme pour embrasser le centrisme et souligner la fin de l'idéologie. En cessant d'être un véritable parti d'opposition, les Démocrates ont facilité le chemin vers le pouvoir d'un parti plus que désireux de l'utiliser pour promouvoir l'empire à l'étranger et le pouvoir des entreprises dans le pays. Gardez à l'esprit qu'un parti impitoyable, dirigé par l'idéologie et doté d'une base importante était un élément crucial dans tous les régimes du XXe siècle à la recherche d'un pouvoir total.

Les institutions représentatives ne représentent plus les électeurs. Au lieu de cela, elles ont été court-circuitées, régulièrement corrompues par un système institutionnalisé de subordination qui les rend sensibles à de puissants groupes d'intérêt dont les groupes de pression sont les grandes entreprises et les Etasuniens les plus riches. Les tribunaux, à leur tour, lorsqu'ils ne sont pas de plus en plus au service du pouvoir des grands groupes, sont systématiquement déférents face aux requêtes de sécurité nationale. Les élections sont devenues des événements non sponsorisés qui n'attirent généralement au mieux que la moitié d'un électorat dont les informations sur la politique étrangère et intérieure sont filtrées par les médias dominés par les entreprises. Les citoyens sont maintenus dans la nervosité par les informations des médias sur la criminalité rampante et les réseaux terroristes, par les menaces à peine voilées du procureur général et par leurs propres craintes concernant le chômage. Ce qui est d'une importance cruciale ici n'est pas seulement l'expansion du pouvoir gouvernemental, mais le discrédit inévitable des limites constitutionnelles et des processus institutionnels qui décourage les citoyens et les laisse politiquement apathiques.

Nul doute que ces propos seront rejetés par certains, les considérant comme alarmistes, mais je veux aller plus loin et nommer le système politique émergent de « totalitarisme inversé ». Par inversé, je veux dire que si le système actuel et ses agents partagent avec le nazisme l'aspiration à un pouvoir illimité et à un expansionnisme agressif, leurs méthodes et leurs actions semblent être l'inverse. Par exemple, à Weimar en Allemagne, avant que les nazis ne prennent le pouvoir, les « rues » étaient dominées par des gangs de durs à orientation totalitaire, et tout ce qu'il y

avait de démocratique était restreint au gouvernement. Aux États-Unis, cependant, ce sont les rues où la démocratie est la plus vivante, tandis que le véritable danger réside dans un gouvernement de plus en plus débridé.

Autre exemple de l'inversion : sous la domination nazie, il n'y a jamais eu de doute sur la subordination du « *big business* » au régime politique. Aux États-Unis, cependant, il est évident depuis des décennies que le pouvoir des entreprises est devenu si prédominant dans l'establishment politique, en particulier au sein du Parti Républicain, et si dominant dans son influence sur la politique, qu'il suggère une inversion des rôles à l'opposé des nazis. En même temps, c'est le pouvoir des entreprises, en tant que représentant de la dynamique du capitalisme et du pouvoir en constante expansion rendu disponible par l'intégration de la science et de la technologie dans la structure du capitalisme, qui produit la poussée totalitaire qui, sous les Nazis, a été fournie par des notions idéologiques telles que [Lebensraum](#) .

Pour réfuter cela, on dira qu'il n'y a pas d'équivalent national du régime de torture Nazi, des camps de concentration ou d'autres instruments de terreur [mais physiquement et par procuration hors de frontières US...]. Mais nous devons nous rappeler que pour la plupart, la terreur Nazie n'a pas été appliquée à la population en général ; le but était plutôt de promouvoir un certain type de peur ténébreuse - des rumeurs de torture - qui aiderait à gérer et à manipuler la population. Vus positivement, les nazis voulaient une société mobilisée désireuse de soutenir sans limite la guerre, l'expansion et le sacrifice pour la nation.

Alors que le totalitarisme nazi s'efforçait de donner aux masses un sentiment de puissance et de force collective, [Kraft durch Freude](#) (« La force par la joie »), le totalitarisme inversé favorise un sentiment de faiblesse, d'inutilité collective. Alors que les nazis voulaient une société constamment mobilisée qui non seulement soutiendrait le régime sans se plaindre et voterait avec enthousiasme « oui » aux plébiscites réguliers, le totalitarisme inversé veut une société politiquement démobilisée qui vote à peine. Rappelez-vous les paroles du président immédiatement après les horribles événements du 11 septembre : « [Unite, consume and fly](#) » [Unité, consommation et vol], a-t-il déclaré aux citoyens inquiets. Ayant assimilé le terrorisme à une « guerre », il a évité de faire ce que font habituellement les dirigeants démocratiques en temps de guerre : mobiliser les citoyens, les mettre en garde contre des sacrifices imminents et exhorter tous les citoyens à se joindre à « l'effort de guerre ». Au lieu de cela, le totalitarisme inversé a ses propres moyens de promouvoir la peur généralisée ; non seulement par des « alertes » soudaines et des annonces périodiques concernant des cellules terroristes récemment découvertes ou l'arrestation de personnages ténébreux ou le traitement grand public des étrangères et de l'Île du Diable qu'est Guantánamo Bay ou la soudaine fascination pour les méthodes d'interrogation qui utilisent ou limitent la torture, mais par une atmosphère omniprésente de peur encouragée par une économie d'entreprise de réduction impitoyable des effectifs, de suppression ou réduction des retraites et des prestations de santé ; un système politique d'entreprise qui menace sans relâche de privatiser la Sécurité Sociale et les modestes prestations de santé disponibles, en particulier pour les pauvres. Avec de tels instruments pour promouvoir l'incertitude et la dépendance, il est presque exagéré pour le totalitarisme inversé d'employer un système de justice pénale qui soit punitif à l'extrême, savoure la peine de mort et qui soit systématiquement biaisé contre les plus faibles.

Ainsi, les éléments sont en place : un corps législatif faible, un système juridique à la fois conforme et répressif, un système de partis dans lequel un parti, qu'il soit dans l'opposition ou dans la majorité, est déterminé à reconstituer le système existant afin de favoriser en permanence une classe dirigeante de riches, de personnes bien connectées et d'entreprises, tout en laissant les citoyens les plus pauvres avec un sentiment d'impuissance et de désespoir politique, et, en même temps, en faisant osciller les classes moyennes entre la peur du chômage et les attentes de récompenses fantastiques une fois la nouvelle économie récupérée. Ce schéma est encouragé par les médias psychopathes et de plus en plus concentrés ; par l'assujettissement des universités à leurs entreprises bienfaitrices ; par une machine de propagande institutionnalisée dans des groupes de réflexion bien financés et des fondations conservatrices ; par la coopération de plus en plus étroite entre la police locale et les forces de l'ordre nationales visant à identifier les terroristes, les étrangers suspects et les dissidents nationaux.

L'enjeu n'est donc rien de moins que la tentative de transformation d'une société assez libre en une variante des régimes extrêmes du siècle dernier. Dans ce contexte, les élections nationales de 2004 [et les suivantes] représentent une crise dans son sens originel, un tournant. La question pour les citoyens est : **quelle direction ?**

Sheldon Wolin* pour [The Nation](#)

Original en anglais : [Inverted Totalitarianism](#)

[The Nation](#). Usa, May 1, 2003.

[*Sheldon Wolin](#) (1922-2015) était un écrivain, philosophe politique étasunien et professeur émérite de politique à l'Université de Princeton.

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 14 juin 2020

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.